

Unité départementale de la Marne  
Parc Technologique Henri Farman  
10 rue Clément Ader  
51100 Reims

Reims, le 01/06/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/05/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **VIVESCIA**

2 rue Clément Ader  
BP 1017  
51100 Reims

Références : D2 i 2026 443  
Code AIOT : 0005701485

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/05/2026 dans l'établissement VIVESCIA implanté 237 rue de Courcelles BP 142 51100 Reims. L'inspection a été annoncée le 21/05/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite d'inspection réalisée sur le silo de la société Vivescia situé Port Colbert à Reims, à la suite de la survenue d'un incident sur une cellule de stockage de blé . Cette inspection avait pour objet de constater les premières mesures mises en œuvre par l'exploitant, l'état des installations et les conditions de sécurisation du site, afin d'acter les mesures conservatoires à mettre en œuvre dans l'attente des conclusions de l'expertise en cours.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VIVESCIA
- 237 rue de Courcelles BP 142 51100 Reims
- Code AIOT : 0005701485
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site Vivescia de Reims Port Colbert est constitué d'un petit silo vertical béton avec sa tour de manutention (18 cellules, 10 as de carreau et 14 boisseaux dans la tour) et d'un grand silo vertical béton (24 cellules et 12 as de carreaux), soit un volume de stockage de 42000 m3.

**Contexte de l'inspection :**

- Accident

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Déclaration incident	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
2	Surveillance installation	AP Complémentaire du 21/10/2008, article 11	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a pris les mesures nécessaires à la sécurisation de ses installations. Le site ne présente pas de risque pour les tiers (site sécurisé et mis à l'arrêt, avec balisage, isolement des zones et gardiennage).

Une expertise de la structure des silos est en cours pour déterminer les causes de l'incident et les mesures correctives en vue d'une remise en route de la tranche 2 du silo. L'exploitant peut, à compter de la parution de ce rapport, redispoper de la tranche 1.

L'exploitant doit toutefois transmettre à l'inspection :

- le rapport de l'expert structure béton dès réception
- effectuer la déclaration dématérialisée de l'incident
- les diagnostics de structure réalisés avant la survenue de l'incident

L'inspection propose la mise en place de mesures conservatoires de surveillance des cellules, dans l'attente des conclusions de l'expertise en cours et de la définition d'un programme par l'exploitant, avec une priorité portée à la tranche 2.

Un projet d'arrêté préfectoral de mesures conservatoires, annexé au présent rapport, est rédigé en

ce sens.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Déclaration incident

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Déclaration incident
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant d'un silo est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents (incendies, explosions...) survenus du fait du fonctionnement de cette installation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement. Tout événement susceptible de constituer un précurseur d'explosion, d'incendie doit notamment être signalé dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant réalise annuellement une analyse des causes possibles de ces événements afin de prévenir l'apparition de tels accidents. Cette analyse est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a prévenu l'inspection le 19 mai 2026 de la survenue d'un incident sur son silo situé Port Colbert à Reims.  Le silo est constitué de 2 tranches, une tranche 1 datant de 1960, composée de 18 cellules et une tranche 2 datant de 1968, composée de 24 cellules. La tranche 2 est divisée en 2 ensembles de 12 cellules séparées par un joint de dilatation.  Synthèse des faits : <ul style="list-style-type: none"><li>• Le 19/05/2026 vers 8h30, lors d'une opération de soutirage de la cellule 11 du silo, une rupture de la cellule en partie basse a entraîné l'épanchement de la totalité du blé stocké, soit environ 660 tonnes. Les effets de l'événement sont restés contenus dans l'emprise du site.</li><li>• Le 19/05/2026 vers 9h00, l'exploitant a informé l'Inspection des installations classées de l'événement. Les installations ont été immédiatement arrêtées et des mesures de mise en sécurité ont été engagées : balisage de la zone, sécurisation des accès, gardiennage du site, arrêt des opérations de manutention et confinement des zones impactées.</li></ul> Les grains localisés dans un périmètre de 4 m autour de la cellule 11, ainsi que ceux déversés dans la galerie souterraine, ont été évacués. L'exploitant constate l'apparition de fissures localisées au niveau de la galerie sur cellules, de la galerie sous-cellules ainsi que sur certaines poutres à proximité de la cellule 11. Des fissures anciennes auraient également évoluées. <ul style="list-style-type: none"><li>• Le 20/05/2026 après-midi un expert structure mandaté par l'exploitant est intervenu sur les sites pour réaliser un audit. Les premières conclusions font état :</li></ul>

- Pour la tranche 1 : de l'absence de désordre. Cette tranche est structurellement indépendante de la tranche 2.

- Pour la tranche 2 : d'un désordre structurel localisé sur la cellule 11 et au niveau des joints de dilatation de la tranche 2. La rupture de la cellule serait liée à un défaut d'enrobage du béton des armatures, ayant conduit à une dégradation progressive de la structure puis à la rupture de la cellule (effet de cerce).

Les installations sont maintenues à l'arrêt dans l'attente des conclusions du rapport d'expertise et de la définition des mesures de sécurisation et de remise en état de l'ouvrage.

- Le 21/05/2026 matin, l'Inspection s'est rendu sur site.

Il a été constaté que les installations étaient à l'arrêt et que le secteur concerné faisait l'objet d'un balisage et d'un isolement. Le chef de silo est présent en journée et un gardiennage permanent est réalisé.

L'Inspection constate la présence résiduelle de grains à proximité de la cellule 11 ainsi que dans la galerie sous-cellules. Le reste des installations apparaît propre et exempt d'accumulation notable de poussières.

Des désordres structurels sont également observés sur l'ouvrage, notamment plusieurs fissures en partie haute, au-dessus de la cellule 11 et plus globalement au niveau de la galerie sur cellules de la tranche 2.

Les tranches 1 et 2 sont uniquement reliées par les équipements de manutention (tapis, transporteurs et élévateurs) et ne présentent pas de liaison structurelle.

L'exploitant sollicite la remise en exploitation de la tranche 1. Au vu des éléments disponibles à ce stade et de la séparation structurelle des deux tranches, l'Inspection ne s'oppose pas à la reprise d'exploitation de la tranche 1.

La tranche 2 demeure à l'arrêt dans l'attente du rapport de l'expert et de la définition des mesures de sécurisation.

Toute intervention ou action sur la tranche 2 reste soumise à l'accord préalable de l'Inspection.

L'Inspection toutefois rappelle à l'exploitant qu'il doit transmettre un rapport précisant les circonstances et les causes de l'incident, via la déclaration dématérialisée.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Transmettre à l'inspection des installations classées :

- Dès réception, le rapport de l'expert structure mandaté, ainsi que ses conclusions et préconisations relatives à l'origine du désordre, à la sécurisation et à la remise en exploitation de la tranche 2 du silo ;
- Sous 15 jours, effectuer la déclaration de l'incident par voie dématérialisée.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 15 jours

#### **N° 2 : Surveillance installation**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 21/10/2008, article 11

**Thème(s) :** Risques accidentels, Vieillessement des structures

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant est tenu de s'assurer de la tenue dans le temps des parois des silos. Il met en place a minima une procédure de contrôle visuel périodique des parois de cellules, pour détecter tout début de corrosion ou d'amorce de fissuration. Ce contrôle est réalisé au moins tous les ans.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique réaliser annuellement une inspection visuelle des parois de ses silos. Le registre de contrôle a été présenté. Le dernier contrôle est daté du 12/06/2025.</p> <p>L'exploitant indique par ailleurs que les installations ont fait l'objet d'un audit structurel aux alentours de 2015. Le rapport correspondant n'a pas pu être consulté lors de l'inspection. À la suite de cet audit, des dispositions de limitation des tonnages ont été mises en place sur les deux tranches.</p> <p>Sur la tranche 1, les 12 cellules périphériques, sur les 18 que compte la tranche, sont limitées à 450 tonnes. Les 6 cellules centrales ne font pas l'objet de restriction capacitaire.</p> <p>Sur la tranche 2, la cellule 26 est condamnée, ainsi que 3 as de carreaux (entre les cellules 24 et 25, 38 et 39, et 40 et 41), tous situés à proximité de la cellule 11. Les cellules 25 et 27 sont limitées à 160 tonnes.</p> <p>L'Inspection propose la mise en place de mesures conservatoires de surveillance des cellules, dans l'attente des conclusions de l'expertise en cours et de la définition d'un programme par l'exploitant, avec une priorité portée à la tranche 2.</p> <p>Un projet d'arrêté préfectoral de mesures conservatoires, annexé au présent rapport, est rédigé en ce sens.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Transmettre à l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Sous 15 jours, tous les éléments relatifs aux contrôles de structure et aux réparations qui ont été réalisés sur les silos avant l'incident.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 15 jours</p>